

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le rôle de la France dans la résolution du conflit au Darfour, à Paris le 25 juin 2007.

Je viens vous remercier très chaleureusement d'avoir répondu à l'invitation de Bernard KOUCHNER et à la mienne. Certains d'entre vous viennent de loin. Je sais que cela représente un effort mais cette réunion du groupe de contact élargi sur le DARFOUR est un message clair. Ce message, il est simple.

En tant qu'êtres humains et en tant que responsables politiques, nous avons le devoir de régler la crise au DARFOUR ou alors nous ne sommes pas des responsables. Des êtres humains meurent par dizaines de milliers dans cet endroit du monde et nous ne pouvons pas laisser cette situation en l'état. Il ne s'agit pas de désigner les coupables, il s'agit de trouver des solutions.

La première chose que nous souhaitons, c'est agir. Il faut agir vite parce que, malgré le travail qui a déjà été engagé, cela fait des années maintenant que les gens souffrent. La question n'est donc pas simplement de décider d'agir, mais d'agir le plus vite possible.

Qu'il me soit permis de rendre hommage au Secrétaire général des Nations unies, M. BAN Ki-moon dont les équipes sont sur tous les fronts au DARFOUR : l'action humanitaire, le défi sécuritaire, le processus politique. Vos efforts inlassables, Monsieur le Secrétaire général, doivent être salués.

Je voudrais également rendre hommage à l'Union africaine. Qu'aurait été l'ampleur du désastre au DARFOUR sans la présence des soldats africains et c'est l'occasion, pour nous, de redire que rien ne peut se faire au DARFOUR sans les Africains, comme d'ailleurs partout en Afrique.

Il ne s'agit pas pour nous de vouloir régler les choses à la place des Africains. L'Afrique est d'abord le problème des Africains. Ce que nous voulons, c'est les aider à prendre des décisions et, par-dessus tout, à les mettre en oeuvre. Je sais que l'Union africaine appuie pleinement l'objectif du groupe de contact élargi et c'était indispensable. Notre objectif, quel est-il ? Il est simple : mobiliser la communauté internationale. Le silence tue et nous voulons mobiliser la communauté internationale pour dire que cela suffit. Nous ne sommes pas au XXI<sup>ème</sup> siècle pour regarder ces images sans rien faire, pour tolérer cela. Une feuille de route claire doit être fixée à chacun des acteurs concernés par cette crise. C'est le sens des travaux que nous allons engager tous ensemble.

Concrètement, deux axes nous guident.

Le premier, Monsieur le Secrétaire général, est sans ambiguïté pour la France. Il s'agit de consolider le rôle moteur des Nations unies et de l'Union africaine dans la conduite du processus politique. Si l'on fait cette réunion du groupe de contact, c'est parce que l'on a le sentiment qu'il y a un besoin de notre aide. Cela veut dire une communauté internationale unie, c'est-à-dire en appui aux efforts des co-médiateurs, sinon les négociations de paix ne pourront pas progresser. Or, comme l'a très bien dit Bernard KOUCHNER, la seule issue possible à la crise du DARFOUR est politique. Il nous faudra toute l'expérience et toute la détermination de nos deux co-médiateurs pour trouver le chemin de la paix même s'il est compliqué. Les co-médiateurs doivent pouvoir être assurés de notre fermeté. Moi, je voudrais prendre mes responsabilités. Il y a des victimes, et puis il y a des responsables. Nous devons être fermes à l'égard des belligérants qui refuseraient de rejoindre la table des négociations. Il ne s'agit pas de refaire l'histoire. Le passé c'est le passé et il s'agit de regarder l'avenir. On ne peut pas dire que cette crise est grave, que des gens meurent et des gens souffrent et considérer qu'il est normal que tel ou tel belligérant

des gens meurent et des gens souffrent et considérer qu'il est normal que tel ou tel benigerant refuse de venir discuter. Je crois que la fermeté de la communauté internationale est la seule façon d'amener tout le monde à la discussion.

Deuxième axe, il me semble qu'il nous faut agir en urgence pour répondre aux besoins sécuritaires et humanitaires sur le terrain. Ces besoins sont considérables. Les autorités du Soudan ont accepté le 12 juin dernier le déploiement de la force hybride. C'est une évolution que l'on peut qualifier d'encourageante. Il nous appartient désormais d'accélérer la préparation de cette force car elle sera décisive pour améliorer, enfin, le sort des populations du DARFOUR. Pour cela, la coopération du Soudan est indispensable. Il nous faut y être vigilants. Le Soudan doit savoir que, s'il coopère, nous l'aiderons puissamment et que s'il refuse de coopérer, il faudra être fermes. Il faut que l'ONU et l'Union africaine s'attellent à la tâche sans délai et que le Conseil de Sécurité autorise le financement de l'opération. Je propose que les discussions sur un projet de résolution s'ouvrent rapidement en vue d'entériner l'accord trouvé à ADDIS ABEBA, le 12 juin. Mais il faut que nous soyons en mesure d'engager, au plus vite, la deuxième phase de soutien à la force africaine au DARFOUR, l'AMIS. Plus encore, il est de notre devoir d'apporter à l'AMIS toutes les ressources, en particulier financières, qui lui font cruellement défaut. On ne peut pas reprocher à ces malheureux soldats africains de ne pas faire leur travail s'ils ne sont pas payés. Qui accepterait cela dans nos pays et comment penser qu'eux peuvent l'accepter ? La France, pour sa part, est prête à y contribuer à hauteur de 10 millions d'euros. Enfin, il ne nous suffit pas d'accélérer le calendrier sur le DARFOUR. Il nous faut aussi venir, sans délai, en aide aux populations déplacées au Tchad et en Centrafrique. C'est parce que la France est animée de ce sentiment d'urgence, qu'à la demande de Bernard KOUCHNER, elle a déjà établi un pont aérien pour soutenir les opérations humanitaires au Sud-est du Tchad. Au-delà, la France a engagé une réflexion avec tous ses partenaires sur les moyens d'assurer la protection des camps au Tchad et j'espère que des solutions concrètes et efficaces vont rapidement émerger. Mesdames et Messieurs, je ne souhaite pas être plus long et je veux simplement terminer en vous disant que nous sommes totalement et complètement engagés dans la résolution de cette crise. La situation au DARFOUR concerne aussi nos pays. L'absence de décision et de réaction est inacceptable. Croyez bien que la France ne veut pas compliquer la tâche de l'Union africaine et de l'ONU. Elle veut être unie, avec ses alliés, tous ses alliés. Nous voulons aider nos amis africains, rien d'autre. Nous n'attendons rien en retour sinon que la compréhension de notre engagement sincère pour que les gens arrêtent de mourir et de souffrir.